



## Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 2, n° 1 | Mars 2011

Facteur 4

---

Kempf Hervé, 2010, *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, Paris, Seuil, coll. L'histoire immédiate, 185 p.

Bruno Villalba

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8897>

DOI : [10.4000/developpementdurable.8897](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.8897)

ISSN : 1772-9971

### Éditeur

Association DD&T

### Référence électronique

Bruno Villalba, « Kempf Hervé, 2010, *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, Paris, Seuil, coll. L'histoire immédiate, 185 p. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 2, n° 1 | Mars 2011, mis en ligne le 31 mars 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8897> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.8897>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.



*Développement Durable et Territoires* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

---

Kempf Hervé, 2010, *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, Paris, Seuil, coll. L'histoire immédiate, 185 p.

Bruno Villalba

---

HERVÉ KEMPF

**L'oligarchie  
ça suffit,  
vive la  
démocratie**

L'HISTOIRE  
IMMÉDIATE | SEUIL

- 1 Hervé Kempf poursuit un travail d'investigation et d'introspection sur les conséquences de la crise écologique sur l'espace politique, déjà entamé avec ses précédents ouvrages (*Comment les riches détruisent la planète*, 2007 ; *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, 2009). Cette fois, il montre que la capacité (supposée) du système démocratique à juguler la crise écologique est annihilée par une oligarchie. En sept chapitres – et dans

un style qui ne s'embarrasse pas de précautions oratoires, tant les acteurs sont mis en face de leurs positions, leurs écrits et leurs actes<sup>1</sup> ! —, l'auteur analyse ce « *glissement vers l'oligarchie* » (chapitre 2) en mettant en avant les moteurs de ces oligarques (le capitalisme financier, l'art de la propagande). Loin de se cantonner à une dénonciation de cette élite, Hervé Kempf interroge notre « *obscurité solidarité avec les maîtres.* » (p. 108). Cette auto-analyse est nécessaire pour ne pas désespérer de la démocratie, que l'auteur considère toujours comme le régime le mieux adapté pour répondre aux défis écologiques, à condition que nous retrouvions un peu de « *vertu* » (p. 155).

## Un régime politique adapté à la crise écologique ?

- 2 Le questionnement est tout à fait stimulant. Cette réflexion participe à l'émergence d'une analyse essentielle sur la capacité du régime démocratique à saisir l'ampleur des enjeux environnementaux et à s'y adapter sans renoncer à ses valeurs fondamentales. Loin de constituer une simple résurgence des critiques classiques contre la démocratie, ou une réactivation des thèses autour de l'éloignement du peuple à l'égard de ce régime, la proposition d'Hervé Kempf met en avant une hypothèse inédite : en l'état actuel de ses règles procédurales (au niveau national comme international — le livre s'ouvre sur l'échec du Sommet de Copenhague — la démocratie ne peut pas véritablement prendre en compte la contrainte naturelle. H. Kempf rappelle opportunément que la démocratie fait l'objet de doutes sérieux de la part de certains écologistes —non pas en tant que principe politique de gouvernement, mais pour ses modalités pratiques de fonctionnement. Selon H. Kempf, ces écologistes<sup>2</sup> estiment que la crise écologique est d'une telle gravité qu'il faut prendre des mesures radicales pour la prévenir. Ils semblent donc considérer que « *la démocratie ne peut adopter la politique indispensable au salut, puisqu'elle ne permet pas de prendre en compte les intérêts du long terme (...)* » (p. 14). Pour H. Kempf, ce constat est inadapté : « *ce n'est donc pas la démocratie qui est inapte aux choix difficiles, mais le régime oligarchique* » (p. 156). S'il n'évoque que les cas de Nicolas Hulot ou de James Lovelock, certains théoriciens de l'écologie, il est vrai, n'ont pas été tendres avec ce régime, sans aller nécessairement à sa condamnation définitive<sup>3</sup>. D'autres proposent des solutions pour faire émerger une « *démocratie écologique* <sup>4</sup>».

## Un régime tronqué par une oligarchie masquée

- 3 Ces approches ont toutes en commun de considérer que nous sommes effectivement dans un système démocratique, en ce sens que la logique représentative est appliquée et que la conciliation des points de vue fonctionne. Pour le dire autrement, que les procédures formelles, libres et éclairées, permettent d'intégrer toute question fondamentale dans la machine à décider. Et que dès lors, la démocratie saura faire face, moyennant quelques aménagements et un changement plus ou moins significatif de rhétorique (Bourg et Whiteside).
- 4 Pour H. Kempf, l'enjeu principal n'est pas là. Il réside dans le compagnonnage historique du capitalisme (industriel puis financier) avec le modèle de la démocratie libérale. Ce compagnonnage<sup>5</sup> valorise l'idée qu'un régime démocratique doit avant tout permettre l'élaboration d'une logique rationnelle de gouvernement (construite à partir d'une vision économique), dont la recherche des intérêts particuliers (avec

l'entrepreneur comme modèle...) constitue la finalité ultime. Pour parvenir à ce but, la logique capitaliste a réussi à imposer une oligarchie. « *La question en cette deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle est dès lors celle-ci : sommes-nous d'ores et déjà en oligarchie ?* » (p. 28) La réponse à cette question structure l'ouvrage<sup>6</sup>. De manière convaincante.

- 5 Qu'entend H. Kempf par ce terme d'oligarchie ? Il ne se contente pas de rappeler les signes distinctifs de ce groupe social spécifique<sup>7</sup>. Pas plus qu'il ne s'engage à suivre les conclusions (inachevées selon lui) d'un M. Gauchet<sup>8</sup>. Ce qu'il met surtout en avant c'est la métamorphose qu'opère le régime capitaliste, via le travail de cette oligarchie, au sein même des systèmes démocratiques. Au point que désormais, « *nous ne sommes plus en démocratie.* » (p. 29) ; « *nous [ne sommes] pas dans une démocratie où la communauté des citoyens pouvait sereinement et contradictoirement examiner les solutions possibles, mais dans un état proche du régime oligarchique.* » (p. 155)
- 6 Car, dans son essence même —et c'était l'objet de ses précédents livres— le système capitaliste est basé sur une voracité destructrice des valeurs, des biens et des hommes. Il façonne des rapports sociaux dans lesquels « *l'existence quotidienne est soigneusement séparée des conditions environnementales extérieures* » (p. 94). Les oligarques savent que cette voracité est « *intrinsèque au système dont ils sont partie prenante et ils n'osent pas ou ne veulent pas le transformer résolument.* » (p. 46) Ces oligarques n'ont donc que deux valeurs à défendre : l'argent et le marché — pas la nature<sup>9</sup>. La défense de leurs intérêts se confond avec la promotion d'un mode de production et de répartition (inégalitaire) de la richesse. Et cela se produit à visage découvert (dans ces fameux clubs comme La Trilatérale, le Bilderberg ou le Forum économique mondial), tant le sentiment d'impunité est grand !
- 7 Ces oligarchies sont présentes à l'échelle internationale ; aucune logique du complot dans ses propos : simplement le constat que « *l'oligarchie, elle, a une conscience de classe aiguë, une cohérence idéologique sans faille, un comportement sociologique parfaitement solidaire.* » (p. 35) et que ces caractéristiques se retrouvent dans tous les pays où les règles du marché se sont imposées.
- 8 L'oligarchie n'est pourtant pas une caste fermée : dans le chapitre 3 « *La politique du capital* », H. Kempf pointe une dimension pertinente des modes de contamination capitaliste. A lire la longue description des acteurs publics qui ont soudain rejoint ce groupe, on est saisi de constater qu'il semble extrêmement facile de sombrer dans une vision oligarchique du politique. Bien sûr, un tel constat avait été établi par certains auteurs qui s'étaient interrogés sur la compatibilité organique du système démocratique avec les logiques représentatives. Des auteurs comme Roberto Michels<sup>10</sup> (cité par H. Kempf) mais bien plus encore Moisei Ostrogorski<sup>11</sup> avaient décrit par le menu les lois d'airain de l'oligarchie qui frappaient l'organisation des partis démocratiques<sup>12</sup>. L'attractivité du modèle oligarchique repose sur d'autres registres : la marchandisation généralisée de la sphère publique, la confusion des intérêts, la légitimation par l'onguent économiste, les lumières médiatiques... Les élus, administrateurs, hauts fonctionnaires... sont happés par l'attractivité de ce modèle — et les confortables rémunérations qu'il offre... Progressivement, par mimétisme, par abrutissement (télévisuel ou consumériste), par renoncement, les valeurs de cette oligarchie gagnent d'autres couches. Ou bien elles finissent par être acceptées par le peuple qui n'en voit même plus la portée politique.
- 9 Enfin, le régime démocratique lui-même glisserait vers l'oligarchie. Quels sont les signes majeurs de ce glissement : 1) la *crise financière* n'a pas été l'occasion d'une reprise

en main par la politique. Le pouvoir du « marché » n'a pas été remis en cause... Cela pose la question de l'autonomie de la politique face aux « lois du marché ». Il y a une confusion entre l'intérêt général et l'intérêt privé (confusion qui se matérialise aussi dans la confusion des rôles entre les acteurs) ; 2) le *développement de la corruption*<sup>13</sup>. 3) la *privatisation générale des biens publics* (accélérée depuis le tournant libéral des années 1980) ; de la privatisation des entreprises à la privatisation des services publics, privatisation des fonctions régaliennes de l'Etat (via les partenariats publics-privés). 4) le *contrôle capitaliste des médias*, ce qui ruine l'autonomie de la construction et la diffusion de l'information contradictoire. 5) *l'aliénation publicitaire*. Un message idéologique, à sens unique, qui impose une vision consumériste de la vie, ce qui pose de nombreuses questions sur les conséquences écologiques. 6) le *détournement de la démocratie représentative* (une constitution européenne rejetée par certains peuples qui sera ensuite imposée). 7) le *développement du lobbying*, qui masque les véritables influences sur la construction de la décision politique (15000 personnes employées dans ce domaine à Bruxelles). 8) le *poids de l'argent dans la construction du débat politique*, notamment dans les campagnes électorales.

## Une oligarchie déstabilisée ?

- 10 « *La passivité du corps social semble justifier* » (p.107) une vision pessimiste de la démocratie... L'art de la propagande a réussi selon H. Kempf à conditionner mentalement les individus. Le fatalisme (*There is no alternative*, nous a prévenus Margaret Thatcher !) s'accommode très bien d'une vision individualiste forcenée. L'analyse développée par Hervé Kempf est sans doute un peu rapide, sous-estimant la complexité des modes de construction du sujet dans nos sociétés. Les capacités individuelles de résistance prennent d'autres formes que l'opposition frontale : l'abstention électorale ne peut être interprétée comme un simple renoncement (p.115) ; elle traduit aussi une expression politique à part entière. Les individus disposent encore de ressources. Sans doute conviendrait-il d'explorer davantage cette piste.
- 11 Kempf évoque l'impact qu'aura la crise écologique sur l'oligarchie. Globalement, il partage le même diagnostic que certains écologistes à propos des finitudes, des irréversibilités, du faible nombre de scénarios envisageables pour gérer cette crise (p.120-133). Pendant ce temps, l'oligarchie —avec la passive complicité de la population, dont nous sommes...— entonne son antienne sur la croissance et le développement : « *la classe dirigeante refuse la **logique de la situation**, et continue de proclamer la nécessité d'augmenter l'abondance matérielle par la croissance du PIB.* » (p. 130, nous soulignons). Cette logique de situation ne pourra pas cependant éviter une confrontation directe avec la réalité objective. Cependant, Kempf lui-même sous-estime les conséquences d'une telle confrontation : on peut estimer qu'elle ne se fera pas volontairement (on repoussera tant que l'on pourra une mise en conformité au réel) et elle ne se réalisera pas sans douleur... Là aussi, il faut ajouter le facteur temps : plus cette confrontation se fera tardivement, plus nous serons contraint à des choix radicaux...
- 12 Pour atténuer cette situation, Hervé Kempf appelle à « *reconquérir la démocratie dans un contexte mental radicalement différent* » (p. 131). Pour élaborer ce contexte mental, il nous invite à nous « *libérer* », à refuser la hiérarchisation de la parole politique (entre le

représentant/le représenté, l'expert/le profane...). Il n'offre pas de solutions clés en main —avouant son ignorance sur ce qui fait qu'un individu refuse de continuer à accepter... Il trace quelques pistes : résister, s'unir, s'ouvrir à d'autres expériences (dont celles fondées sur l'autogestion, la non-violence...), refuser le pessimisme... Quelques esprits chagrins considéreront sans doute que cela manque de chiffres et de perspectives comptables. Mais ces pistes montrent une adhésion sans faille d'Hervé Kempf à la croyance démocratique, dans sa vertu (« *ce sentiment d'une droiture humaine tournée vers les autres* » p. 158) à transformer le réel.

- 13 Nous pouvons être un peu moins enclins à considérer que l'usage de la vertu suffira. Mobilisons Harald Welzer<sup>14</sup>. Son analyse magistrale montre combien l'effort procédural produit par ces oligarchies pour nous convaincre que nous sommes toujours en démocratie, permet de masquer le décalage fondamental entre l'adoption de mesures prophylactiques et la complexité des situations qu'elles sont sensées résoudre. Ainsi, l'externalisation de la gestion des problèmes d'immigration (au-delà des frontières européennes) conduit simplement à reporter la gestion du problème à des régimes politiques qui n'en n'ont ni les moyens ni les procédures démocratiques... Mais ces mesures ne sont pas simplement le résultat d'une imposition normative par les élites. Elles sont, aussi, partagées, souhaitées et désirées par une partie des électeurs. La concomitance de ces mesures à l'échelle européenne pourrait venir tout à fait soutenir la thèse d'Hervé Kempf sur la collusion des intérêts de ces oligarchies nationales. Mais il ne faut pas pour autant sous-estimer notre *adhésion volontaire à cette société d'abondance*. Espérons, toutefois, que nous verrons « *la communauté des citoyens bousculer l'oligarchie et choisir "l'automodération"* » (p. 156).

---

## NOTES

1. C'est d'ailleurs le principal reproche de ce livre, qui recourt un peu trop facilement à la dénonciation de certains comportements, en rappelant trop lapidairement certaines déclarations, etc. L'intérêt de la trame générale aurait sans doute mérité plus de retenue parfois. Sans doute, l'auteur, soucieux de mobiliser rapidement l'opinion, a décidé de faire feu de tout bois.
2. Mais H. Kempf demeure trop évasif, alors que la critique est vive dès qu'il s'agit d'assimiler les écologistes avec de dangereux réactionnaires anti-humanistes. On relira toujours avec plaisir la fable philosophique de Luc Ferry sur ce sujet...
3. Arne Næss, 2008, *Ecologie, communauté et style de vie*, Editions MF, « L'écopolitique dans l'écosophie », p. 197-240.
4. Dominique Bourg et Kerry Whiteside, 2010, *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, Paris, Le Seuil, Coll. La république des idées. L'approche doit beaucoup aux thèses de Michel Serres (1990, *Le Contrat naturel*) et Bruno Latour (1999, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte). Cependant, elle s'arrête au milieu du gué...
5. Qui n'est pas sans arrière pensée, comme certaines tendances autoritaires du capitalisme qui considèrent que l'extension du régime des libertés peut être préjudiciable aux affaires...

6. H. Kempf cite certains travaux universitaires mais aussi la présence accrue dans le monde médiatique national et international de cette notion, qui traduisent l'intérêt de ce concept, voir ses références, p. 28-29. Sa critique sur l'absence des réflexions de la science politique dans ce domaine est un peu rapide (p.33)... Il aurait fallu porter attention aux travaux sur les mécanismes de la représentation, de leadership, ou plus récemment, des modèles de gouvernance...
  7. p. 29-33. Un constat qui illustre parfaitement les thèses de Pierre Bourdieu !
  8. Marcel Gauchet , 2007, *La démocratie d'une crise à l'autre*, Nantes, ed. Cecile Defaut (p. 44 et s.).
  9. H. Kempf n'évoque pas le cas du capitalisme vert et son entreprise de reformulation de l'enjeu écologique comme prolongement technique. Voir les approches polémiques de deux essais : Daniel Tanurol, 2010, *L'impossible capitalisme vert*, éd. Les empêcheurs de penser en rond/La découverte ; Aurélien Bernier, 2010, *Ne soyons pas des écologistes benêts*, éditions Mille et une nuits
  10. Roberto Michels, 1971, (1914), *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 315 p.
  11. Moisei Ostrogorski, 1992 (1912), *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Fayard.
  12. Sans pour autant aboutir à la conclusion que cela mettrait fin définitivement à l'expérience démocratique...
  13. Lascoumes Pierre, 2011, *Une démocratie corruptible. Arrangements, favoritisme et conflits d'intérêts*, Paris, Seuil, coll. La République des idées
  14. Son ouvrage est curieusement absent des analyses de H. Kempf : Harald Welzer, 2009, *Les guerres du climat. Pourquoi on tue au XXIe siècle*, Paris, Gallimard, coll. NRF Essais. Nous aurions aussi pu prendre Jared Diamond, lorsqu'il analyse l'incapacité des élites (religieuses, politiques et économiques) à réformer leurs propres référentiels et leurs pratiques de gouvernement pour les adapter à la réalité, voir Jared Diamond, 2006, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie ?* Paris, Gallimard.
- 

## AUTEUR

### BRUNO VILLALBA

Bruno Villalba est maître de conférences en science politique à Sciences Po Lille. Il est membre du Ceraps. Ses travaux portent sur la sociologie de l'environnement. Il est directeur du comité de lecture de la revue DDT. Bruno.villalba[at]sciencespo-lille.eu